



Fédération **A**utonome de la Fonction Publique

DÉCLARATION LIMINAIRE

La **FA-FP**

Réunion multilatérale – Projet de loi efficacité de la fonction publique du 21 mai 2024 avec Stanislas Guerini, Ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Derniers à intervenir, mais travaillant ensemble depuis suffisamment longtemps, nous ne doutons pas que nous partagerions l'essentiel sur le fond de ce qui serait dit avant notre prise de parole, aussi nous allons être assez concis.

Notre présence dans cette enceinte ne doit pas laisser croire que le front commun que nous menons avec l'ensemble des organisations syndicales représentatives depuis la loi portant réforme des retraites, faiblit. Nous avons librement fait le choix de venir vous exprimer de vive voix notre mécontentement, le mécontentement de nos mandants qui ne supportent plus la stigmatisation qu'ils subissent.

Comme nous vous l'avons tous exprimé précédemment, dans cette enceinte et en bilatéral, nous ne sommes pas demandeurs d'une nouvelle loi de réforme de la Fonction Publique, encore moins quand celui-ci remet en question son efficacité.

Par courrier en date du 14 mai dernier nous vous avons rappelé nos priorités et nos zones rouges, notamment la remise en cause des garanties statutaires qui permettent la reconnaissance des qualifications et le droit à la carrière : catégories, grades, échelons. Nous n'accepterons pas que vous divisiez l'engagement qui anime les équipes du service public en opposant le mérite des uns à celui des autres, alors qu'ils réalisent chacun à leur niveau la mission dont le résultat attendu est le service rendu aux citoyens.

Votre réponse à ce courrier et tout particulièrement votre communication institutionnelle qui dit tout et le contraire de ce que vous nous présentez en réunion, nous laisse entendre que vous n'attachez que peu d'importance à ces zones rouges, au dialogue social, le vrai, celui qui s'enrichit de nos échanges et

FA-FP

96 rue Blanche

75009 PARIS

Tel : 01 42 80 22 22

E-mail : contact@fa-fp.org

Site internet : <http://www.fa-fp.org>

A la FA un autre syndicalisme est possible !



de nos propositions, pas celui qui habille vos projets. Et cela, nous ne l'acceptons pas.

Nous vous l'avions rappelé récemment dans cette enceinte, vous pourriez nous présenter tous les diagnostics que vous voulez, nous aurions toujours un échantillon à notre disposition plus important et certainement plus représentatif que vous ne pourriez jamais espérer avoir, pour répondre à vos interrogations. Et cet échantillon des agents publics dont nous portons la voix, nos mandants, vous fait dire qu'il n'accepte pas d'être traité de la sorte, encore moins après avoir démontré sans faillir toutes leurs ressources et leur efficacité à l'occasion de la crise sanitaire, leur engagement jusqu'au sacrifice encore ces derniers jours en métropole et en Nouvelle-Calédonie et leur sens du service public au quotidien en toutes circonstances.

Que la fonction publique ne soit pas figée, elle le démontre au quotidien par son adaptabilité. Que la fonction publique ait besoin de se moderniser, oui certainement, dans le sens où elle manque d'agents et de moyens, conséquences des politiques publiques et des coupes budgétaires successives. Celle que votre Gouvernement envisage ne viendra qu'affecter un peu plus les conditions de travail des agents. Comme nous vous le rappelions ensemble, les crédits doivent être à la hauteur des besoins de la population et de la reconnaissance de l'engagement des personnels.

Dans ce sinistre contexte, la **Fédération Autonome** réaffirme et maintient qu'il n'est pas envisageable que l'année 2024 soit une année blanche, sans une augmentation générale des salaires des agents de la Fonction publique. Ce serait inacceptable.

Si nous ne sommes pas fermés à certains sujets, notamment ceux ayant trait à l'attractivité, le document que vous nous avez transmis ne satisfait pas nos attentes et ne correspond pas aux besoins que nous avons identifiés. Nous ne sommes pas là pour vous en faire un inventaire, nous avons eu l'occasion de nous exprimer à ce sujet en bilatéral, mais nous ne serons pas corédacteurs de votre projet de loi, cela ne nous incombe pas.

D'autant que ce projet vient stigmatiser un petit plus les agents publics, participant à sa manière à ce mouvement de « fonction publique bashing » qui insidieusement affecte l'image des services publics. Le fonctionnaire fainéant, profiteuse d'un système protecteur, celui que l'on doit supporter une carrière durant sans pouvoir le sanctionner, sans pouvoir le licencier, alors que tous ces dispositifs existent déjà. Quelle image votre discours renvoie de l'abnégation de toutes ces femmes et tous ces hommes, qui se sentent mal-aimés au sein de

leurs administrations respectives et ne trouvent pas de soutien auprès de leur ministre.

Après tout, peut-être n'est-ce pas votre rôle que de protéger les agents publics, leur carrière, leur image. En ce qui nous concerne, c'est le nôtre et nous entendons bien en assumer toute la charge et être en responsabilité.

La **Fédération Autonome** attend que vous montriez l'exemple avec pour tout préalable à tout projet, l'ouverture d'une véritable négociation salariale. Cette question est urgente et obligatoire, ensuite il sera question de l'avenir que nous entendons tous donner aux services publics, aux agentes et aux agents qui l'animent et à l'attractivité que nous voulons donner à ses trois versants, mais certainement pas à travers un projet de loi remettant en question l'efficacité et l'engagement des agentes et des agents publics.

Je vous remercie.